



# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du Vendredi 23 Février 2018

14h – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille dix-huit, le vendredi 23 février à 14h**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRÉSENTS** : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, Mme Florence BERTHEAU, et M. Patrick MOIREAU et Mme Christine CASSUS.

**ABSENTS** : M. Patrick CHANUT, M. Frédéric WEISS et M. Frédéric DEVARREWAERE

**ONT DONNÉ POUVOIR** : M. Bernard ANDRE à Mme Christine GUILLETTE

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 5

Pouvoir : 1

Votants : 6

**Date de convocation** : le 16 Février 2018

**Date d'affichage** : le 16 Février 2018

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Jean-Claude DARCY a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**\*\*\***

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 25 Janvier 2018

Le procès-verbal de la séance du Jeudi 25 Janvier 2018, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

## II - DÉLIBÉRATIONS

**1 – Délibération N°2018-02/07 : SDESM : maintenance de l'éclairage public 2018-2022**  
**GROUPEMENT DE COMMANDES – CHOIX DE LA FORMULE**

**Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

**Vu** l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale.

**Vu** l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est « d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques », et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage.

**Vu** les responsabilités du Chargé d'Exploitation des installations électriques relatives à la norme technique NFC 18-510.

**Vu** la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et notamment son article 41.

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.583-1 à L.583-5.

**Vu** le décret n°2011-831 du 12 juillet 2011 relatif à la prévention et à la limitation des nuisances lumineuses.

**Vu** la convention constitutive du groupement de commandes ci-joint en annexe.

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** que le Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) assure une prestation dans le cadre de l'entretien et la maintenance de l'éclairage public de ses communes adhérentes ;

**Considérant** que le SDESM souhaite poursuivre cette prestation dans l'intérêt desdites communes ;

**Considérant** que le SDESM propose de coordonner un groupement de commande et serait pilote de cette prestation dans l'intérêt desdites communes ;

Après en avoir délibéré,  
Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes ;

**APPROUVE** les termes de la convention constitutive et ses annexes ;

**AUTORISE** le Maire à signer ladite convention constitutive ;

**DECIDE DE CHOISIR :**

	<b>FORMULE A</b>
<b>X</b>	<b>FORMULE B</b>

*(une seule case à cocher svp)*

**SI FORMULE B ACCEPTE** d'investir **annuellement** pour la rénovation ou la reconstruction du patrimoine (mise en sécurité et en conformité des installations) soit :

**3 306 € TTC.**

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits chaque année au budget primitif pour la réalisation des prestations de services et de travaux

*2 – **Délibération N°2018-02/08** : SDESM : Devis pour Travaux de l'éclairage public  
TRAVAUX CONCERNANT LE RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC 2018, RUE BOIS ST GEORGES*

**Vu** l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières
- **DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage au SDESM concernant les travaux sur le réseau d'éclairage public, rue Bois St Georges
- **DEMANDE** au SDESM de lancer les études et les travaux concernant le remplacement de points lumineux et extension de réseau aérien sur le réseau d'éclairage public de la rue Bois St Georges  
Le montant des travaux est évalué d'après l'Avant-Projet Sommaire à 3 084 € TTC
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention financière et toutes pièces s'y référant relatives à la réalisation des travaux.
- **AUTORISE** le SDESM à récupérer les certificats d'économie d'énergie auprès de son obligé ou à présenter les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME et autres organismes.
- **AUTORISE** le SDESM à évacuer et à mettre en décharge spécialisée les points lumineux déposés afin d'effectuer le traitement et le recyclage des déchets.

**3 - Délibération N°2018-02/09 : SDESM : Devis pour Travaux de l'éclairage public**  
**TRAVAUX CONCERNANT LE RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC 2018, 19 RUE COURTE SOUPE**

**Vu** l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

**Considérant** que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

**Considérant** l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières
- **DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage au SDESM concernant les travaux sur le réseau d'éclairage public, 19 rue Courte Soupe
- **DEMANDE** au SDESM de lancer les études et les travaux concernant la création de 1 point lumineux et extension de réseau aérien sur le réseau d'éclairage public de la rue Courte soupe  
Le montant des travaux est évalué d'après l'Avant-Projet Sommaire à 1 595 € TTC
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention financière et toutes pièces s'y référant relatives à la réalisation des travaux.
- **AUTORISE** le SDESM à récupérer les certificats d'économie d'énergie auprès de son obligé ou à présenter les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME et autres organismes.
- 
- **AUTORISE** le SDESM à évacuer et à mettre en décharge spécialisée les points lumineux déposés afin d'effectuer le traitement et le recyclage des déchets.

**4 - Délibération N°2018-02/10 : SDESM : Devis pour Travaux de l'éclairage public**

Mme le Maire expose la mise en place de lanternes rue Courte Soupe et Rue Creuse.  
Le conseil municipal accepte, à l'unanimité, le devis d'Eiffage pour un montant de 893,47 € TTC.

Mme le Maire expose le remplacement de lanternes vétustes rue de l'Orgère.  
Le conseil municipal refuse, à l'unanimité, le devis d'Eiffage pour un montant de 2 109,60 € TTC.  
L'enfouissement ayant lieu prochainement.

*8 - Questions Diverses*  
Néant

\*\*\*

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 15h.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.